
LES RISQUES FINANCIERS A L'HEURE DU COVID-19 FINANCIAL RISKS IN THE ERA OF COVID-19

Mohammed Abdelaziz BENKAMLA

FSECSG

Université d'Oran 2

Algérie

Courriel : benkamla2010@yahoo.fr

Reçu le : 31/08/2020 ; Accepté le : 19/10/2020 ; Publié le : 22/01/2021

RESUME

La sévérité des crises semble donner aux pays des leçons déterminantes pour modifier leurs politiques économiques, financières et monétaires. Ces leçons consolident l'avantage préventif sur l'asphère financière. Cet article vise à étudier les risques financiers à l'heure de la crise sanitaire que traverse le monde entier depuis le début de l'année 2020. Dès l'adoption des mesures de protection contre la propagation de la pandémie covid-19, les Etats du monde font face à de nombreux risques qui ont des impacts négatifs sur leurs systèmes financiers. A chaque crise, Les économies modifient leurs manœuvres tout en adoptant des politiques de régulation et stratégies pour le maintien de la stabilité de leurs systèmes financiers.

Mots clés : Risques financiers, Politiques de régulation, Systèmes financiers, Covid-19

Codes de classification Jel : G29, G18, G15

ABSTRACT

The severity of the crisis give the lessons for different countries to change their economic, financial and monetary policies. This lessons consolidates the competitive advantage in the financial space. This paper aims to study the financial risks in the era of sanitary crisis that the world has been going through since the beginning of 2020. Upon adoption of protective measures against the spread of the covid-19 pandemic, the states of the world face many risks that have negative impacts on their financial systems. With each crisis, the economies modify their maneuvers while adopting regulatory policies and the strategies to maintain the stability of their financial systems.

Keywords: Financial risks, Regulatory policies, financial systems, Covid-19.

Jel Classification Codes : G29, G18, G15

1. INTRODUCTION

La pandémie imprévue de COVID-19 a provoqué une crise humaine et sanitaire sans précédent. Les mesures qui s'imposent pour endiguer le virus ont entraîné un ralentissement de toutes les économies. À ce stade, de grandes incertitudes entourent la gravité et la durée de ce dernier. D'après plusieurs spécialistes en stabilité financière, le système financier a déjà subi un grand choc et une intensification de la crise pourrait porter atteinte à la stabilité financière à l'échelle mondiale.

Suite au confinement adopté par plusieurs pays, les valeurs des titres financiers ont cruellement chuté, avec des pertes aux alentours de 30% de leurs valeurs vénales et ce qui représente la moitié des pertes enregistrées durant la dernière crise financière de 2008. De même, des tensions sont également apparues sur les principaux marchés de financement à court terme, y compris sur le marché mondial du dollar. Si les effets de la crise sanitaire (COVID-19) ont bouleversé les économies et les marchés financiers en nous rappelant de façon drastique que le changement est la seule certitude de la vie, la gestion de cette crise reste l'objet d'analyse de plusieurs économistes afin de déduire un modèle plus pertinent à court terme et le généraliser sur l'ensemble des systèmes financiers. Le net durcissement des conditions financières mondiales depuis le début de l'épidémie de COVID-19, conjugué à la forte dégradation des perspectives économiques, a déplacé la courbe de la croissance mondiale vers le bas. Cela signifie que les risques pesant sur la croissance et la stabilité financière ont considérablement augmenté. La probabilité que l'économie mondiale se réduise est de 10 %.

Il est nécessaire de noter que les pays émergents risquent de payer la plus lourde charge des conséquences de cette crise, comme c'est souvent le cas en temps de crises financières. En effet, ils ont connu la plus forte inversion de flux d'investissements de portefeuille jamais enregistrée (environ 100 milliards de dollars, soit 0,4 % de leur PIB), ce qui cause de grandes difficultés aux pays les plus vulnérables. Même si ce recul en matière de mobilité de capitaux aggrave la situation des économies émergentes, les pays développés vont aussi subir l'impact de la chute des rendements de cette dernière.

Dans ce contexte, tous les pays du monde cherchent des stratégies pour y mettre en place après la crise sanitaire afin de faire face à un tsunami économique probable dans les mois à venir. Pour cela, il est plus urgent de prévoir tous les risques financiers et leurs ampleurs pour que les solutions seront très fiables.

Dans ses récentes publications, Tobias Adrian (2020), considère que la maîtrise de cette crise passe par l'intervention des banques centrales pour assurer une certaine stabilité. Cette idée a été aussi défendue par Fabio M. Natalucci (2020).

Dans un sens très large, la stabilité économique ne se réalise qu'à partir de la stabilité des marchés financiers à court et moyen terme. Cette stabilité serait le résultat d'une bonne maîtrise de tous les risques que peut affronter le système financier.

Dans le présent article, nous essayerons d'étudier les risques financiers de cette crise sanitaire et puis nous exposerons des solutions possibles pour le maintien d'une stabilité des systèmes financiers et sans perturbations.

En prenant en compte ce nouvel contexte économique, la problématique de notre recherche tourne autour l'aptitude des gouvernements pour faire face aux risques financiers que pourront affronter plusieurs économies comme conséquences à la crise du COVID-19.

Dans ce sens, on peut rencontrer plusieurs questions telles que : Quelle sera l'impact des risques financiers ? Existe-t-il des outils financiers pour les déployer afin de réduire le choc des risques ? Les interventions des Etats sont-elles efficaces à l'heure actuelle ?

Afin de répondre à notre problématique, on propose les hypothèses suivantes :

H1 : Vu l'ampleur de la crise sanitaire covid-19, les pays du monde ne sont pas aptes à faire face aux risques financiers.

H2 : L'intervention la plus efficace des Etats est de mettre en place des outils qui assurent la stabilité de leurs systèmes financiers où les marchés financiers et les banques joueront un rôle primordial pour le soutien de toute l'économie.

A chaque crise d'une ampleur financière, la réaction des Etats se multiplie pour atténuer le choc et en déployant un ensemble d'outils parfois

plus drastiques². A partir de ce qui a été présenté, notre étude porte deux volets, notamment le premier volet avec une analyse des risques financiers de cette crise de COVID-19 et puis les principaux instruments utilisés pour y faire face.

2. METHODES ET MATERIELS

Vu la nouveauté des évènements et la fraîcheur des faits, notre étude était descriptive, étant plus à même d'analyser les politiques et les instruments déployés pour atténuer les effets de la crise sanitaire Covid-19 que connu le monde entier. Si le confinement adopté par plusieurs pays comme une mesure urgente pour stopper la propagation du virus, le système économique a marqué un arrêt total de son activité, en cédant la place à l'apparition des risques financiers d'une ampleur mondiale.

Nous avons concentré notre analyse sur deux périodes notamment, avant et après la crise sanitaire Covid-19 de 2020. Nous avons examiné les différentes interventions des Etats, lois de finance complémentaires, les rapports trimestriels des banques centrales et les rapports des institutions financières (FMI, BM, BAD, OCDE et CNUCED) portant l'évolution des risques financiers à l'heure de cette crise sanitaire afin de trouver une explication à la situation actuelle des systèmes financiers et même de cibler les dysfonctionnements pour des solutions plus fiables.

2.1. L'ETAT FINANCIER SUITE A LA CRISE SANITAIRE COVID-19

Selon les modèles économiques des systèmes financiers, les impacts du covid19 ne sont pas les mêmes. Quelles sont alors les expositions de leurs métiers, nombreux, sur le court terme et leurs inducteurs ?

Les scénarios de risques renforcent leur maîtrise des projections financières et les actions correctives à court terme comme à moyen terme. Alors que les évènements se multiplient d'un jour à l'autre en donnant plus d'incertitude au climat des affaires et économique en général, les risques financiers eux-mêmes se sont multipliés.

La crise du Covid-19 a des répercussions sur le secteur bancaire, dont la capitalisation, d'ores et déjà, ne pèse pas plus que 20% de leurs fonds propres. Les banques vont soutenir l'économie et les entreprises, couvertes par la garantie de l'Etat, lui-même couvert par les banques centrales. Les Etats ont beaucoup appris de la faillite de Lehman Brothers en 2008³ et de

² **RACHID S. & OUERTANI H.** 2006, "Intégration financière et croissance économique : quel est l'impact de l'hétérogénéité financière ?", Publication universitaire électronique, Bibliothèque universitaire Grenoble Alpes. P.56

³ **ALBOUY. M.** 2013, "Finance", Edition Economica, Paris P.06

l'effet domino qui s'en est suivi, notamment sur la liquidité et la confiance des marchés. Or, sans rebond de la consommation et un retour à la croissance, une fois le choc atténué, les composantes des revenus bancaires vont largement diminuer.

De plus, l'assurance-crédit connu elle-même une grande variation, le taux de sinistralité monte en flèche, pour les entreprises recourant à l'assurance-crédit. Sont principalement touchées les entreprises dédiées à l'export et les secteurs durement touchés comme la restauration, le tourisme, le transport maritime et aérien ou les industries manufacturières. La recherche d'efficacité est de mise pour les règlements afin d'éviter l'effet domino.

Par ailleurs, la crise et le confinement ont mis en arrêt le marché de l'immobilier et des emprunts bancaires associés d'un côté, et l'évolution des proportions du taux de faillite et de dépréciation des actifs financiers ont accéléré l'émergence d'un risque d'insolvabilité et des défauts de paiement des échéances. La plupart des banques n'ont pas été préparées pour faire face à l'ampleur de cette crise économique mondiale. Alors, les regards sont rivés sur l'efficacité du soutien aux entreprises pour leur trésorerie et leurs emplois, bien que les modèles de solvabilité et de provisionnement de tous ces risques induits soient actuellement pleinement exploités pour prendre les mesures opérationnelles de préservation du bilan.

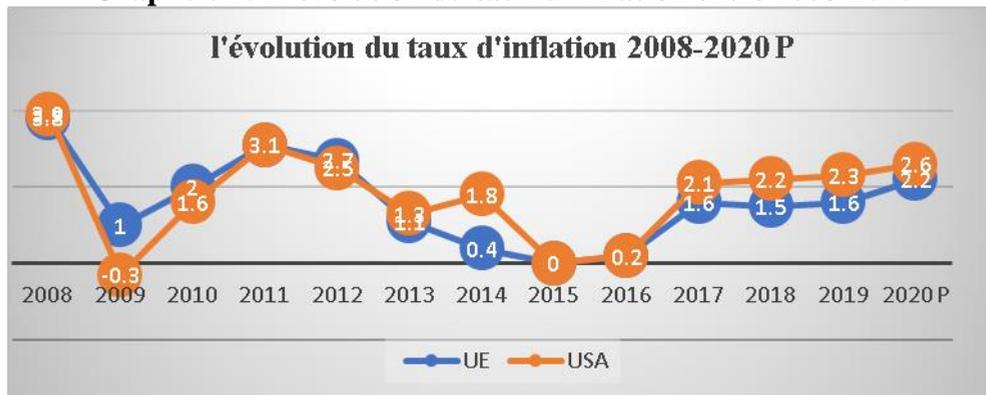
Ensuite, le niveau de la dette publique qui s'est explosé dans plusieurs pays et surtout les pays européens, a rendu ces pays plus vulnérables⁴. Et ce qui a aggravé la situation est l'évolution des taux d'inflation dans le monde.

Rappelons que malgré la politique monétaire européenne, fixé par le traité de Maastricht dans un but d'assurer la stabilité des prix et la progression annuelle de l'indice des prix dans la zone euro qui doit être inférieure à 2%⁵, les taux d'inflation ne cessent de varier. Le graphe suivant montre l'évolution des taux d'inflation dans la zone euro et aux USA durant la période du 2008 à 2020 (prévisionnel).

⁴ Perri, F, and Vincenzo Q. 2018. "International Recessions." *American Economic Review* N°108 (4–5) PP 87.

⁵ BAILLY J-L. et al, 2006, « Economie monétaire et financière », Editions Bréal P.271

Graphe 01 : L'évolution du taux d'inflation entre 2008-2020



Source : European banking federation EBF «Banking in Europe, Facts et figures 2018», www.europeanbankingfederation.com consulté le 21/05/2020 à 08h15

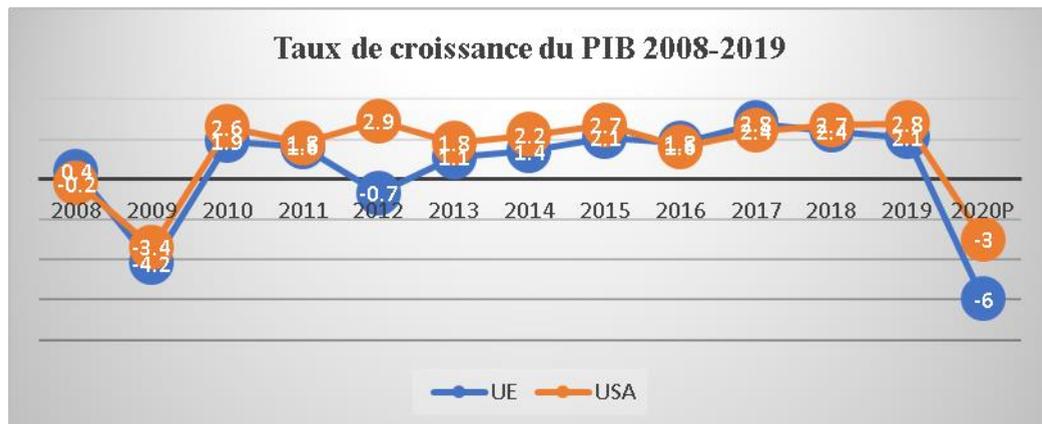
Dans une logique générale, le taux d'inflation dans la zone euro a connu une forte baisse après la crise de 2008⁶. Cette situation est justifiée par les plans de sauvetage des économies en difficulté, la rigueur budgétaire et l'austérité mises en place par plusieurs pays à savoir : la Grèce, l'Italie, le Portugal, ...Etc⁷. Mais avec la crise du COVID-19, les taux repartent à la hausse en provoquant une panique. L'impact direct est très ressenti dans tous les marchés de change après chaque crise, et les pays de la zone euro sont les premiers touchés.

Dans le même sens, l'action des banques centrales tend à se focaliser sur la maîtrise des taux d'intérêt, tout en conservant, la possibilité d'agir par l'intermédiaire des réserves obligatoires. L'objectif principal est de maintenir les niveaux de croissance planifiés afin d'éviter un recul. Mais malgré ça, les économistes prévoient des taux négatifs dans toutes les économies. Le graphe suivant montre l'évolution du PIB durant la période de 2008 à 2020 (Prévisionnelle). Cette récession prévue est traduite par la baisse d'activité économique sur toute la période de confinement et même parfois l'arrêt total de la machine productive. Alors, post-covid19 s'annonce difficile pour certains pays, d'autres n'ont aucun agenda à l'heure actuelle.

Graphe 02 : Taux de croissance du PIB entre 2008-2020 (prévisionnelle)

⁶ **ABRAMOVICH A.** 2011. "Comparative Analysis of Stress Testing in the United States and Europe." North Carolina Banking Institute 15 (1), Article 16, University of North Carolina School of Law, Chapel Hill, NC. P.32

⁷ **BOUABDI O.** 2014, "Libéralisation financière et investissement direct à l'étranger : un mode de financement qui s'impose pour le développement économique des PED : cas du Maroc", Thèse sous la direction de GILLES P. & BOUAYAD A. Université MOULAY ISMAÏL, Maroc. P.90



Source : European banking federation EBF «Banking in Europe, Facts et figures 2018», www.europeanbankingfederation.com consulté le 22/05/2020 à 21h39

Les taux de croissance ont connu des variations sur toute la période, avec des taux négatifs en 2008, 2009, 2012 et 2020. Cette situation est expliquée par les effets de la crise de 2008 et 2020.

Au moment où certains pays ont lancé des mesures drastiques pour se protéger contre cette pandémie, ils sont apparus des risques d'illiquidité et d'insolvabilité. Cette crise sanitaire fait donc peser le risque d'une crise bancaire, risque accentué par l'attitude des marchés financiers, des marchés sur lesquels les banques, malgré la crise de 2007-2008, sont toujours très actives. Il est important de noter que les titres de certaines banques détenus sur les marchés ont perdu leurs valeurs vénales, ces derniers ont anticipé une perte des profits à venir.

Selon Jézabel Couppey-Soubeyran (2020), *"Il y a deux risques pour les banques : premièrement du côté de leurs activités de crédits, elles vont devoir faire face à des non remboursements. S'il y a des pertes, il faut que les banques puissent absorber ces pertes, notamment en empruntant sur les marchés pour faire face à leurs propres échéances. Ce risque, on l'appelle le risque 'd'illiquidités'"*. Par conséquent, ce risque est proche de zéro dans la zone Euro après la volonté de la BCE de fournir des subventions et des prêts remboursables à partir de 2028. La principale crainte de l'auteure est celui du risque d'insolvabilité à cause de la recapitalisation insuffisante des banques après la crise financière de 2008. Alors cette crise sera un test pour les décisions prises durant les douze dernières années par les gouvernements en matière de réglementations prises et de stratégies déployées par les banquiers.

Si le ratio obligatoire de fonds propres que doivent détenir les banques (Règles de Bâle 3)⁸ a été renforcé (au minimum 10 % de leurs actifs pondérés par les risques), cette réglementation vient d'être assouplie par la BCE elle-même, qui, en contrepartie, a demandé aux groupes bancaires de ne pas distribuer de dividendes à leurs actionnaires en 2020 et de préférer "*utiliser cet argent pour soutenir l'économie*"⁹.

2.2. L'AMPLEUR FINANCIER DE LA CRISE SANITAIRE COVID-19

Selon Alexandre DELAIGUE (2020), cette crise a offert un avantage financier aux banques est celui de la forte utilisation des moyens de paiements sans contact et les consommateurs ont préféré l'utilisation des solutions de paiement à distance, devenant une norme. Il est probable que la généralisation de ces solutions sera un objectif primordial.

En revanche, les crédits sont sérieusement touchés à cause de la récession de l'économie mondiale et la chute des prix du pétrole qui a été négocié à perte au début du mois de mai 2020. Les modèles de risques vont devoir s'adapter, notamment en matière d'octroi, en intégrant les différentes garanties d'Etat qui devraient émerger. La valorisation des garanties va être aussi un enjeu, les sous-jacents, qu'ils soient immobiliers, mobiliers, patrimoniaux d'une manière plus générale, étant directement impactés par la crise. L'analyse de ces sous-jacents sera primordiale pour amoindrir la « casse ». Le report d'échéances de crédit pour ne pas étrangler les entreprises et les particuliers permettra de ne pas asphyxier la relance de la consommation.

Les modèles de scoring devront tenir compte d'un contexte économique plus endetté, sans remettre en cause des fondamentaux d'analyse du risque de contrepartie ou de crédit. La question du modèle économique, qui plus est, en période de taux bas, sera une nouvelle fois abordée. Les métiers de refinancement de la dette, voire de garanties/dérivés auront fort à faire pour sauvegarder une rentabilité affaiblie, qu'un niveau de commissions encore faible dans sa contribution au PNB ne saurait contrebalancer.

De plus, la crise du Covid-19 a là aussi permis de mettre en évidence l'efficacité des processus à distance, les emprunteurs ayant probablement

⁸ **BEJIS**. 2006, "Ouverture financière et développement financier dans la région du bassin sud-méditerranéen : Approche institutionnelle et calcul de seuils de développement", Publication électronique (<http://www.thèseparissorbonesamuelbeji.com>) P.186

⁹ Banque Centrale Européenne // <http://www.BCE.com>, site consulté le 11/05/2020 à 13h38

encore plus, dans ce contexte, apprécié le gain de temps et la réactivité des prêteurs, comme des crow-dlenders. Les processus digitaux seront de plus en plus la norme, même sur des crédits longs terme.

Par ailleurs, la crise a développé l'épargne et la volonté des individus à être utiles à un collectif, à être solidaires et des solutions d'épargne directement affectée sur des petites entreprises locales. Le modèle de distribution d'une manière générale des services bancaires auprès des particuliers sera très fortement impacté par la crise. Un nouveau modèle sera à définir, en apprenant de l'autonomie accrue des opérations, en lien direct avec les clients, en valorisant la place du contact humain dans les agences, même s'il n'est pas directement créateur de PNB, en incarnant le rôle de chef économique localement. L'agence deviendra un espace de vie sociale.

Alors qu'elles avaient été l'élément déclencheur de la crise de 2007-2008¹⁰, "*les banques en 2020 ne sont coupables de rien*", note Alexandre DELAIGUE (2020). À l'époque, ce sont les prises de risques et les mauvaises décisions des plus grosses d'entre elles qui avaient provoqué la récession ; une récession mondiale qui avait obligé les États à les renflouer, sous peine de voir le système sanguin de l'économie s'assécher.

En 2008, les banques étaient un corps malade qu'on avait dû réanimer¹¹. Aujourd'hui, la situation est bien différente : ce sont les États eux-mêmes qui ont décidé de mettre l'économie en coma artificiel. C'est une récession choisie. On ralentit l'économie parce que cette activité économique est facteur de contagion du virus. Dans ce contexte, les banques jouent le rôle de perfusion : c'est à travers elles que les États maintiennent l'économie en vie. Elles permettent surtout d'éviter pour l'instant la faillite complète de beaucoup d'entreprises en rendant possible les conditions de leur retour à la vie. C'est par les établissements bancaires, en effet, que transitent les [prêts garantis par l'État](#), destinés à "soulager la trésorerie des entreprises et professionnels subissant le choc sanitaire" note Alexandre Delaigue (2020).

Par ailleurs, Les marchés viennent de rentrer dans une nouvelle période d'incertitudes liées à la phase de dé-confinement qui commence dans

¹⁰ Perri, F, and Vincenzo Q. 2018. "International Recessions." *American Economic Review* N°108 (4–5) PP 84–93.

¹¹ Lane P.R., and Gian M.M. 2010. "The Cross-Country Incidence of the Global Crisis." IMF Working Paper 10/171, International Monetary Fund, Washington, DC. P.32

la plupart des pays. L'équilibre est fragile entre un dé-confinement trop prématuré qui augmente le risque d'une deuxième vague épidémique déclenchant un « re-confinement », et un dé-confinement trop lent qui achèverait de créer des dommages irréversibles dans les systèmes financiers.

Les tensions sur les marchés financiers sont très présentes traduisant les craintes d'une seconde vague malgré l'ampleur des mesures de soutien par les banques centrales et les gouvernements. Les marchés monétaires bénéficient des actions menées par les banques centrales depuis plusieurs semaines en termes de liquidité. Lors de sa dernière réunion, la BCE a d'ailleurs concentré son action sur les mesures de liquidité plutôt que sur les programmes d'assouplissement quantitatif. Ce choix de cibler la liquidité est conforme à l'objectif d'assouplissement des conditions financières et de réduction des tensions persistantes sur les marchés monétaires.

De la même façon le marché des actions connaît une véritable perturbation, et la volatilité est montée en flèche, atteignant parfois des niveaux enregistrés pour la dernière fois durant la crise financière mondiale, en raison de l'incertitude qui règne autour de l'impact économique de cette pandémie. Du fait de cette volatilité accrue, la liquidité du marché s'est fortement détériorée.

D'un point de vue sectoriel, nous pouvons souligner une forte disparité en termes de performance. Les valeurs de croissance telles que les grandes entreprises de la technologie se sont montrées moins vulnérables pendant la crise et certaines d'entre elles ont même publié des chiffres d'affaires en progression. Les secteurs de la pharmacie et de la biotechnologie ont également bien résisté. Les compagnies aériennes, les entreprises de détail non alimentaires et les banques ont en revanche de nouveau été mises sous pression.

La tendance récente des marchés, plus incertaine après un fort rebond, rappelle la fragilité du contexte actuel et continue à inciter à la prudence et une réduction de l'acquisition de actifs risqués.

3. RESULTATS ET DISCUSSION

D'après notre analyse, une capacité de réaction aux crises fortement développée est nécessaire pour assurer une gestion plus efficace des incidents afin de minimiser les impacts négatifs associés et de répondre aux priorités gouvernementales en matière de confiance. De nombreux Etats ont mis en

place des plans pour leurs systèmes financiers, mais COVID-19 a déjà révélé des failles dans certains d'entre eux. Compte tenu des variables inconnues entourant la pandémie, il est important de revoir les plans de crise et de continuité des activités, d'élaborer différents scénarios et de les tester.

Le COVID-19 s'est propagé dans le monde entier et les systèmes financiers font face à des incertitudes grandissantes. Les stratégies d'atténuation de la prolifération du virus, comme les consignes de distanciation sociale, peuvent avoir des conséquences à différents niveaux de la chaîne de valeur.

Pour assurer la continuité des activités, il faut bien comprendre les liens entre les risques, les points faibles et les relations de cause à effet. Pour cela, des plans d'urgence ont été établis et une évaluation de l'impact de différents scénarios sur les liquidités et d'autres paramètres financiers et opérationnels des marchés financiers.

Après plusieurs interventions d'apaisement, les systèmes financiers soutiennent réellement l'économie réelle pour éviter toute une crise probable dans le futur. Tout un échec de la stratégie financière engendre un échec de toute l'économie mondiale. Alors les Etats sont conscients du risque qui l'entoure. D'autres mesures sont nécessaires pour une meilleure maîtrise des risques financiers liés à cette pandémie à savoir :

- Evaluation de la situation de tous les agents économiques (Consommateurs, entreprises, Institutions publiques et même le monde extérieur) ;
- Evaluations des positions des parties prenantes clés (Actionnaires, banques, autorités de réglementation) ;
- La veille à la continuité des systèmes, en particulier les systèmes de trésorerie ;
- Elaboration des simulations et des plans d'action ;
- Etude des questions d'insolvabilité du point de vue juridique.

Selon Jérôme Bergé (2020), la crise a une ampleur multidimensionnelle, et pour cela il note *"Nous faisons face à une pandémie, événement rarissime, peut-être un par siècle d'une telle ampleur, qui touche tous les continents dans un laps de temps quasi identique. C'est une crise systémique qui engage les États dans une lutte sur tous les fronts. Les entreprises ayant structuré leur processus de gestion des risques affronteront cette crise majeure avec une plus grande agilité. Le contexte inédit de la situation renforcera sans doute possible la gestion des risques"*.

Il est nécessaire de noter que le financement devient très restreint pour certaines firmes, qui doivent faire face à un manque de liquidités. Les taux de change et les prix des matières premières sont très volatils, et le risque de crédit augmente, tant pour les clients que pour les banques. Alors il est nécessaire de prévoir les flux de trésorerie, en déployant un processus de prévision des flux de trésorerie et gérer les risques financiers en réexaminant les stratégies de couverture des risques de change et les risques de crédits. Cette stratégie a pour un objectif de maintenir une certaine stabilité pour éviter les paniques. Selon notre étude, un secteur chute provoquera la chute de l'ensemble de l'économie et le système bancaire est le noyau de tous les secteurs. Alors il est nécessaire de soutenir le système bancaire pour qu'il soutienne à son tour l'économie réelle.

Les Etats devront impérativement consolider leurs efforts pour une intervention plus efficace et commune sans défaillance et perturbation. La gestion des risques nécessite une vision globale et une mise en place de leviers pour les atténuer et parfois neutraliser les risques. Cette démarche vertueuse se hisse au cœur de chaque action pour que le risque n'entrave pas la marche de l'économie. Il importe de trouver la distance adéquate pour piloter les risques dans le respect des orientations stratégiques. Pour réussir, le management doit s'impliquer et prendre part à la diffusion de la culture du risque dans l'organisation.

4. CONCLUSION

La réunion des crises, d'un ordre conjoncturel implicite ou d'un ordre mondial explicite, a repoussé la concrétisation d'une stabilité financière à moyen terme. De plus, la crise sanitaire du COVID-19 a ouvert une autre page des risques financiers pour l'ensemble des Etats et leurs systèmes financiers, notamment les marchés financiers et les marchés monétaires, sont appelés pour une réelle mobilisation et un soutien plus large.

À l'échelle mondiale, afin de préserver la stabilité du système financier et de soutenir l'économie, les banques centrales ont été la première ligne de défense. Tout d'abord, elles ont sensiblement assoupli leur politique monétaire en abaissant leurs taux directeurs (dans le cas des pays avancés, à un niveau historiquement bas). Dans la moitié des pays émergents et des pays à faible revenu, les banques centrales ont fait de même. Les effets de ces baisses de taux seront amplifiés par les cadrages prospectifs de la trajectoire attendue de la politique monétaire et l'élargissement des programmes d'achats d'actifs des banques centrales. Deuxièmement, les banques centrales ont apporté des liquidités supplémentaires au système financier, y compris au

moyen d'opérations d'open market. Troisièmement, plusieurs banques centrales ont accepté d'accroître l'apport de liquidités en dollars au moyen d'accords de swap.

Enfin, elles ont rétabli des dispositifs qui ont servi pendant la crise financière mondiale et ont lancé une série de nouveaux programmes globaux, dont l'achat d'actifs plus risqués tels que des obligations d'entreprises. En assumant de fait le rôle d'acheteur en dernier ressort sur ces marchés et en contribuant à maîtriser les pressions à la hausse du coût du crédit, les banques centrales veillent à ce que les ménages et les entreprises continuent d'avoir accès au crédit à un prix abordable.

À ce jour, les banques centrales ont annoncé leur intention d'accroître leur apport de liquidités, y compris sous forme de crédits et d'achat d'actifs, et se disent prêtes à en faire davantage si les conditions l'exigent.

Ces mesures visant à maîtriser les retombées de la pandémie ont rassuré les investisseurs ces dernières semaines. Les tensions sur certains marchés se sont quelque peu relâchées et les prix des actifs risqués sont partiellement remontés. Ce regain de confiance est toutefois précaire et les conditions financières mondiales continuent d'être beaucoup plus restrictives qu'elles ne l'étaient en début d'année.

5. REFERENCES

1. ABRAMOVICH A. 2011. "Comparative Analysis of Stress Testing in the United States and Europe." North Carolina Banking Institute 15 (1), Article 16, University of North Carolina School of Law, Chapel Hill, NC.P.32-35
2. ALBOUY. M, 2013, "Finance", Edition Economica, Paris P.06-07
3. BAILLY J-L et al, 2006, "Economie monétaire et financière ", Editions Bréal, France. P. 65-283
4. BEJI S. 2006, "Ouverture financière et développement financier dans la région du bassin sud-méditerranéen : Approche institutionnelle et calcul de seuils de développement", Publication électronique (<http://www.thèseparissorbonesamuelbeji.com>) P.170- 188
5. BERK J. & DEMARZO P. 2015, " Finance d'entreprise ", Edition Nouveaux Horizons ARS, Rosny P.53
6. BOUABDI O. 2014, "Libéralisation financière et investissement direct à l'étranger : un mode de financement qui s'impose pour le développement économique des PED : cas du Maroc", Thèse sous la direction de GILLES P. & BOUAYAD A. Université MOULAY ISMAÏL, Maroc. P.90-132

7. DUMAS A, 2010, "Economie internationale", 4^{ème} édition, Edition De Boeck, France P.257
8. Lane P.R., and Gian M.M. 2010. "The Cross-Country Incidence of the Global Crisis." IMF Working Paper 10/171, International Monetary Fund, Washington, DC.
9. MAALEL N & El KADHI Z. 2006, "Libéralisation des mouvements de capitaux, désalignement du taux de change et croissance économique". Document de travail LMC, Bibliothèque universitaire Grenoble Alpes.
10. MAROUANI A. 2000, " Le rôle des marchés monétaires et financiers dans le cadre de la zone Euro : Analyse comparative du Maroc, de la Tunisie et de la Turquie" Femise network.
11. MISHKIN F. 2012, "Monnaie, banque et marchés financiers", Edition Nouveaux Horizons ARS, Paris.
12. Perri, F, and Vincenzo Q. 2018. "International Recessions." *American Economic Review* N°108 (4–5) PP 84–93.
13. PILVERDIER J. & HAMET J., 2001, "Le marché financier Français", 4^{ème} édition, Economica, Paris.
14. RACHID S. & OUERTANI H. 2006, "Intégration financière et croissance économique : quel est l'impact de l'hétérogénéité financière ?", Publication universitaire électronique, Bibliothèque universitaire Grenoble Alpes.P.56-71
15. SALVATORE D. 2008, "Economie internationale", 9^{ème} édition, De Boeck, France P.12-15
16. YAHYAOUI A & RAHMANI A, 2009, "Développement financier et croissance économique : Rôle de la qualité des institutions", Revue PANOECONOMICUS, N° 3, P-P 142-156